

Les vengeurs masqués du pôle technologique

Ils ont pour nom **Simplex Citoyens**. En tout anonymat, ils dénoncent les collusions politico-financières et les dangers des "nécrotechnologies" grenobloises. Leurs tracts sont longs, précis et très bien documentés. Preuve de leur capacité d'infiltration. Enquête.

De notre envoyée spéciale à Grenoble, Myriam Léon

Le 1er octobre 2001 un objet écrit non identifié irradie Grenoble. Son titre : *"Pire que les sites Seveso, découvrons les nécro-technologies grenobloises"*. Signature : Simplex Citoyens. Placardé sur les murs, le pamphlet dénonce l'opacité des petits arrangements entre "grands". Dans une ville vouant un culte à la science, il s'érige en ennemi des biotechnologies et des nanotechnologies. Il démontre les liens entre chercheurs, industriels et politiques. Il dénonce les investissements publics qui profitent au privé. Il s'insurge contre l'opacité entretenue par la technocratie et raconte la présence dans la ville du CRSSA, un centre de recherche de l'armée travaillant sur les armes bactériologiques et chimiques. Puis révèle que Biopolis, un incubateur de jeunes pousses spécialisé en biotechnologie, va s'installer en zone inondable. Rien de secret, mais d'habitude surtout pas un sujet de conversation. Tout le monde s'en fout ? Personne ne sait ? Tout le monde le pense mais personne n'en parle ?

Cette fois l'information trouve un écho. A contre-courant du consensus ambiant, la colère signée Simplex Citoyens est précise, l'ironie documentée. Une promenade à la Bastille, haut lieu touristique situé sur le massif de la Chartreuse, accompagné d'un Simplex Citoyen, prend des allures de science-fiction. La vue englobe la cuvette. Il décrit alors un laboratoire à l'échelle d'une ville. Au Nord le Commissariat à l'énergie atomique, l'accélérateur de particules Synchrotron, l'institut Laue-Langevin présenté sur les cartes comme un réservoir d'eau mais où l'on fait des recherches sur le nucléaire. On enchaîne sur le Minatec, futur centre spécialisé dans les nanotechnologies. Puis sur le Laboratoire d'Electronique de Technologie et d'Instrumentation. Droit devant nous, au sud, les grandes cheminées du pôle chimie de Pont-de-Claix crachent leur fumée. Au-delà, les barrages. A gauche, l'incinérateur de déchets domestiques Athanor, les laboratoires de l'université Joseph-Fourier, le CRSSA et le site du futur Biopolis. De l'autre côté du campus universitaire, la "zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et technique". Au bout de la vallée de Grésivaudan, Crolles I, zone de production de puces électroniques. Et bientôt Crolles II, le plus gros investissement industriel en France depuis dix ans, où le franco-italien ST Microelectronics, l'américain Motorola et le néerlandais Philips s'engagent ensemble dans un programme de recherche sur les semi-conducteurs. Face à un tel arsenal que peut Simplex Citoyens ? *"Les seuls combats perdus d'avance sont ceux qu'on ne livre pas"* répond le grain de sable dans l'engrenage du tout-technologique. De retour en ville, il rencontre un autre dissident. Celui-ci est ingénieur. *"J'ai encore quelques potes à qui je veux envoyer les textes et eux aussi poursuivent la chaîne. C'est fou cette histoire de laboratoire militaire."*

Ça se passe comme ça. Des quidams lisent, s'approprient les idées et les diffusent à leur tour. La tribu des Simplex Citoyens s'agrandit, il suffit de s'impliquer pour gonfler la nébuleuse. Les chroniques des événements courants s'enchaînent, touffues et argumentées. Le feuilletton n'épargne personne. Affiché, distribué, les brûlots circulent. La "ville à la montagne" est gagnée par un effet boule-de-neige. Des autocollants envahissent les murs invitant le passant à se connecter sur piecesetmaindoeuvre.com : site de bricolage pour la construction d'un esprit critique grenoblois". On y retrouve l'intégrale des textes de Simplex Citoyen. Erreur 404, l'hébergeur, est basé à Paris. Toto, son contact grenoblois, squatte une friche industrielle. Sans chercher à savoir qui se cache derrière cette signature, le créateur de start-up recyclé rebelle a fait le lien. *"Un copain graphiste a repris les textes pour en faire un site. Ils nous ont plu. Tout naturellement on les héberge gratuitement. Cette réflexion touche Grenoble mais va bien au-delà. Même si je ne suis pas apte à tout comprendre, j'y vois une bonne critique de notre environnement et les Grenoblois manquent foncièrement d'esprit critique."* Ses co-squatteurs illustrent immédiatement le propos. *"Ça ne sert à rien de se mêler de politique, affirme un grand brun qui, affalé sur un canapé, roule pétard sur pétard. Mieux vaut les laisser entre eux. Notre rôle est d'organiser des concerts, des expositions, de faire vivre ce lieu."* Un rien découragé, Toto monte au créneau. *"Il faut être réaliste, notre travail ne fait pas vraiment évoluer les esprits. Nous restons dans un rapport de consommateurs. Tu devrais jeter un coup d'œil au site PMO, tu vas découvrir ce qui se trame dans notre ville. Tu savais que l'armée réalise ici des recherches sur les armes bactériologiques et chimiques ? Et maintenant, ils vont implanter un laboratoire de biotechnologie sur une zone inondable. La décision est prise, comme d'habitude on n'a rien eu à dire."* Haussement d'épaule : *"dans l'agglomération, il y a 19 sites Seveso et 4 sites nucléaires. Si le barrage de Grand-Maison cède on est submergé par une vague de 18 mètres. Alors un peu plus, un peu moins..."* Toto lâche l'affaire et passe à un autre combat : *"Qui m'aide à réparer le toit cette après-midi ?"*

Si l'information subversive ne touche pas forcément le milieu alternatif, Claude Feuerstein, président de l'université Joseph-Fourier et du projet Biopolis, la prend au sérieux. Le 21 février, il se fend d'un communiqué de presse sonnant comme un droit de réponse à Simplex Citoyens. Dans *"Biopolis, un projet pour la vie"*, le scientifique s'adresse au fantôme. *"Depuis le lancement du projet Biopolis, je suis amené à faire face, de façon répétée, à des allégations calomnieuses, le plus souvent anonymes, visant à provoquer la méfiance et la peur. (...) Je suis prêt à mener un dialogue sérieux, constructif à la mesure de l'enjeu que représente Biopolis pour la communauté grenobloise comme je l'ai déjà fait chaque fois que l'on me l'a demandé : le 25 septembre 2001 pour le groupe des élus écologistes et gauche citoyenne à la Métro (ndlr : communauté de communes porteuse du projet), le 14 décembre 2001 pour Attac Isère, le 1^{er} février 2002 dans le cadre du bureau de la Métro, le 8 mars 2002 devant les élus de la Métro, le 18 mars 2002 dans le cadre du conseil municipal de la Tronche (ndlr : commune d'accueil de Biopolis). Je crois profondément que ce projet est un atout pour notre agglomération. La pression anonyme qui voudrait alarmer médias et grand public sur des bases non fondées ne saurait nous en dissuader. J'invite chacun à y réfléchir avec nous."* Il serait temps en effet puisque le permis de construire a été signé le 27 décembre 2001 dans la transparence bien connue de l'entre-deux fêtes. Un détail évidemment souligné par Simplex Citoyens. Voilà donc qu'un zorro avec quelques euros et du gris sur du blanc oblige la grosse machine techno indus à se positionner, voire à se justifier.

Ce poil à gratter agace également, Michel Destot, député-maire PS de Grenoble. Ce soir d'entre-deux tours, il mène campagne auprès de représentants du monde associatif. Une vingtaine de personnes ont répondu à l'appel. Pas lourd pour une ville comptant un millier d'associations. La conversation s'engage, courtoise. Chacun prêche pour sa chapelle. Les uns flippent pour leurs emplois-jeunes. Le député confirme que ça risque d'être chaud. Un autre s'inquiète pour la carte de séjour de son professeur de percussion africain. Ce n'est pas de son ressort. Le président d'une association travaillant sur des échanges Nord-Sud obtient la promesse d'un billet d'avion pour le Burkina Faso. Enfin du concret. Puis via leur interprète, des sourds expriment leur sentiment d'exclusion, notamment au niveau du débat démocratique, faute d'interprète. Le maire se montre compréhensif et promet un rendez-vous dans les plus brefs délais afin d'étudier les améliorations possibles. La Page saisit la balle au bond. *"Il ne paraît pas nécessaire d'être sourd pour ne pas être entendu. La démocratie participative semble bien théorique quand une décision comme l'implantation de Biopolis est prise sans concertation avec les habitants."* Surpris du changement de ton, il se

défend, les yeux dans les yeux : "Il y a eu des réunions publiques d'informations sur le sujet." Un membre de l'assemblée souligne : "Sans l'action de Simples Citoyens, le débat n'aurait jamais été public." "On ne peut pas communiquer sur tout, rétorque l'élue du peuple ingénieur. La biotechnologie est un sujet complexe mais nous avons expliqué que Biopolis n'hébergera aucun projet dangereux." Nous voilà rassurés. Mais juste pour savoir : "Considérez vous le nucléaire comme dangereux ?" L'ancien salarié du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) affirme sans sourciller : "le nucléaire est dangereux comme la montagne est dangereuse." Il ajoute pour clore la conversation : "Je trouve qu'il faut arrêter la surenchère du danger. On en fait déjà assez sur l'insécurité et on voit ce que ça donne." On voit surtout que malgré un budget communication supérieur à un million d'euros, la ville s'avère incapable de donner une information objective sur des grands sujets de société. Volonté ou incompétence ?

Subventionné par la ville, la Métro, la région, le conseil général et l'Etat, le Centre de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI) a pour mission de vulgariser la science. Au rez-de-chaussée du bâtiment se trouve une vaste paillasse garnie de quelques éprouvettes. "C'est un laboratoire où les lycéens des filières scientifiques peuvent réaliser des expériences sur la génétique, explique l'hôtesse d'accueil. Ça leur permet de dédramatiser le sujet alors qu'on en fait souvent toute une histoire." Ici la familiarisation avec la recherche commence dès l'âge de 3 ans. Christophe Juan, ancien journaliste et actuel chargé des relations publiques du CCSTI, s'appête à tenir son laïus institutionnel : "Nous sommes une association loi 1901 créée par des chercheurs du CNRS désireux de vulgariser leurs travaux mais aussi de voir la population s'en emparer. Notre rôle est de jouer l'interface entre les scientifiques, les industriels et le grand public." L'évocation de Simples Citoyens qui qualifie de CCSTI d'"office de propagande des techno-industriels", coupe court à son discours prémaché. Il semble piqué au vif, le débit s'accélère. "Nous avons eu affaire à ce groupe physiquement et par voie de littérature. Leurs méthodes ne me semblent pas très éthiques. J'aimerais les voir faire des sit-in devant Génome Express, une entreprise privée de biotechnologie mais non, ils préfèrent s'acharner sur nous. Ils nous reprochent d'être univoques mais on ne peut pas demander à un scientifique de dire : ce que je fais c'est de la merde. Nos conférences ne se veulent pas des débats citoyens sur des sujets comme les OGM ou l'ADN. Les attaques de Simples Citoyens nous poussent d'ailleurs à nous interroger là-dessus. Le dialogue science-société ne doit pas reposer sur un discours idéologique. Et nous ne pouvons pas laisser quelques individus capter des peurs et s'en servir pour phagocytter l'interrogation des autres personnes. Quoi qu'ils en disent nos conférences ne sont pas si biaisées puisqu'ils y interviennent. Ils débarquent avec leur banderole, leur tract et monopolisent la parole. Ils ont même lassé le public, notre dernière conférence sur le génome n'a pas fait le plein." Selon Christophe Juan, nul ne peut reprocher au CCSTI de ne pas reproduire les avis contradictoires concernant les avancées technologiques puisque ce n'est pas sa vocation. La vitrine scientifique joue la communication, pas l'information.

Ce travail est donc laissé aux journalistes. Or quand la presse locale s'interroge, elle ne reprend pas l'enquête sur ce laboratoire de technologie du vivant mais cherche qui se cache derrière Simples Citoyens ? La source reste non identifiable, ceux qui savent se taisent. Leurs écrits supposent d'être bien introduit dans le milieu scientifique ou de bénéficier de fuites. "Nous avons eu toutes les hypothèses, explique un rédacteur du Dauphiné Libéré. Sans vouloir faire de mauvais jeux de mots nous nous sommes demandés si le vert n'était pas dans le fruit. Nous avons étudié ces textes avec beaucoup d'attention en retirant le côté outrancier. Ils sont très documentés. Dans ces discours à l'emporte-pièce, il y a toujours un fond de vérité. Au moins ils ont le mérite de donner l'information, ce que la Métro ne fait pas. Mais nous ne pouvons pas l'utiliser puisque nous ne savons pas qui est derrière." Sur ce le journaliste, qui laisse transparaître sa sympathie pour l'agitateur masqué, requiert l'anonymat. La presse nationale se montre moins circonspecte. Le 30 janvier, s'inspirant des pamphlets grenoblois, Le Canard Enchaîné présente Biopolis comme "une usine à gènes de 6,1 millions d'euros répartis entre la Métro, le Conseil Général et la région Rhône-Alpes, sans que le pékin de base n'est eu bien sûr le moindre mot à dire." Le 30 avril, sous le titre "A Grenoble, des industries du vivant qui ne passent pas", Libération présente "un collectif de Simples Citoyens" comme principal détracteur du projet Biopolis.

En effet, Les Verts se sont laissé couper l'herbe sous le pied. Sans s'opposer au projet, ils prennent le train en marche et déposent un recours gracieux à l'encontre du permis de construire. Cette démarche purement administrative a l'odeur et la couleur du "reculer pour mieux sauter". Justement, ce mardi 11 juin, le président des Verts de l'Isère, Gérard Leras, a convoqué une conférence de presse. Pour soutenir Christian Villard candidat de la gauche unie, la sénatrice du Nord, Marie-Christine Blandin a fait le déplacement. Devant les deux journalistes locaux, les trois écolos offrent un florilège de politique politicienne. "Nous n'avons pas perdu de voix dans le département, assure Gérard Leras, nous en avons même gagné." La nordiste poursuit : "Les Verts ont connu des périodes hautes et de périodes basses. Là, nous avons gardé les pieds au sec." Les martiens ne parlent ni de l'abstention, ni du FN mais ils atterrissent à l'évocation de Biopolis et de Simples Citoyens. "La clandestinité nous pose problème", explique Christian Villard avant de reconnaître que n'étant pas de Grenoble, il ne maîtrise pas le dossier. Pour avoir été brocardé dans ces écrits clandestins, le président des Verts locaux se sent lui plus directement impliqué. "Biopolis pose des problèmes de maîtrise, de transparence, de sécurité. Nous demandons la mise en place d'un contrôle citoyen. Nous constatons une vraie réaction spontanée sur ce projet. Comment se fait-il qu'un dossier émerge de la sorte alors qu'il y a tant d'autres problèmes ?"

Le maire de La Tronche, sans étiquette de gauche, n'a pas les mêmes interrogations. L'action de Simples Citoyens l'a contraint à organiser trois réunions d'informations sur Biopolis. L'ouverture est prévue au printemps 2003 sur sa commune. Ça aurait dû passer comme une lettre à la poste. En cherchant nerveusement sur son bureau une copie du pamphlet, Jean-Michel Remande ne cache pas son antipathie. Détenteur d'une maîtrise de mathématique appliquée, il ne comprend pas cette opposition à un projet qui crée de l'emploi. Et argument suprême, permettra peut-être un jour de combattre le cancer. "Cette bouillie a inquiété la population. C'est terriblement outrancier, il prétend qu'une caste de dirigeants prépare un sarcophage. Il a fallu accélérer le débat alors que nous n'avions préparé qu'une coquille vide. Or on ne peut pas transférer tout le discours au simple citoyen. La discussion a surtout eu lieu avec les élus. Nous avons fini par trouver un accord avec nos Verts qui voulaient un droit de regard sur les projets accueillis à Biopolis."

Conseiller municipal de La Tronche et membre de la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature (Frapna), Etienne Spanjaard a vécu de l'intérieur la montée de la polémique. "Les tracts sont placés là où ça fait mal, les élus sont obligés de les voir. A la Frapna nous ne sommes pas pour ces actions de franc-tireurs. Nous ne faisons pas dans l'opposition systématique, nous cherchons à améliorer et à organiser le contrôle, à mettre en place un contre-pouvoir. Si nous n'apprécions pas la méthode, il semble important qu'il existe une contestation. Sur Biopolis, la Métro a emputé le débat. La pratique est courante du coup le citoyen lambda se sent exclu, perd le contrôle démocratique, baisse les bras et ça donne 35 % d'abstention." Dans le numéro de juin du mensuel de la Frapna, Nature Isère, Etienne Spanjaard se prononce enfin sur le sujet sous le titre "Biopolis mérite-t-il tant de haine ?" L'article se veut rassurant et finit par un vœux pieu : "La Frapna sera vigilante sur l'impact du projet en matière de nature et d'environnement et exigeante sur l'éthique, la transparence, les mesures de sécurité et leur contrôle. Elle fera tout son possible pour que la concertation citoyenne la plus large soit la règle pour Biopolis comme cela devrait être la règle dans tous les projets d'aménagement." En attendant, elle a d'autres chats à fouetter et mène campagne contre la tonte des talus en bordure de route.

